



U 2024/08

**Arrêté de voirie portant permis de stationnement**

**PARKING AVENUE DES PYRENEES  
A cote de café culturel**

**Le Maire de L'UNION,**

Vu la demande présentée par **Julien ALAMICHEL Ingénieur Travaux pour la société SOGEA sis 90, route de Seysses, BP 82357, 31 023 Toulouse Cedex 01**, sollicitant une permission d'occuper le domaine public pour **réaliser les travaux assainissement – EU sur l'avenue des Pyrénées, angle Avenue de Toulouse. Intervention suite à une casse du réseau. Occupation de quatre places de parking est nécessaires pour l'installation de la base de vie pendant la période de notre intervention.**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le règlement général de voirie du 18 mars 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Vu l'état des lieux,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 - AUTORISATION** : la société **SOGEA**, est autorisée à occuper le domaine public comme énoncé dans la demande :

✓ Entre le 15 janvier 2024 et le 19 janvier 2024.

**ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES** : L'installation visée à l'article 1 sera installée de façon à préserver la sécurité des usagers du domaine public (piétons et automobilistes).

**ARTICLE 3 – IMPLANTATION** : Durant toute la période visée à l'article 1, le bénéficiaire devra afficher le présent arrêté.

**ARTICLE 4 – RESPONSABILITE** : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis à vis de la collectivité représentée par le signataire que vis à vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers. Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers sont en demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 5 – FORMALITES D'URBANISME** : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

**ARTICLE 6 – VALIDITE ET RENOUELEMENT DE L'ARRETE - REMISE EN ETAT DES LIEUX** : La présente autorisation est délivrée à titre gratuit, précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** : Ampliation du présent arrêté, sera adressée à :

- Monsieur le Capitaine, commandant la Communauté de Brigade de Gendarmerie de L'UNION,
- au Chef de la Police Municipale,
- l'intéressé.

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délais de deux mois à compter de sa publication.*

*Cette saisine pourra se faire, pour les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargés de la gestion d'un service public, par la voie habituelle du courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <http://telerecours.fr>*

L'UNION, le 11 janvier 2024

Le Maire,  
Marc PÉRE

